

"Les postulants à l'Europe traînent des pieds" dans Libération (28 février 1994)

Légende: Le 28 février 1994, commentant le prochain élargissement de l'Union européenne, le quotidien français Libération pointe les difficultés sur lesquelles achoppent les négociations d'adhésion des Douze avec l'Autriche, la Finlande, la Norvège et la Suède.

Source: Libération. 28.02.1994. Paris.

Copyright: (c) Libération

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"les_postulants_a_l_europe_trainent_des_pieds"_dans_liberation_28_fevrier_1994-fr-5500eeb6-2e78-4d21-9253-9d2f52ba6842.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

Les postulants à l'Europe traînent des pieds

Devant les exigences de l'Autriche, la Finlande, la Norvège et la Suède, les Douze envisagent un élargissement de l'Union à deux vitesses.

Bruxelles, de notre correspondant

« Les pays candidats donnent l'impression de ne pas être prêts pour la négociation finale (...) Il est temps que [leur] volonté politique d'adhérer à l'Union s'exprime. » Alain Lamassoure, le ministre français des Affaires européennes, a dit tout haut ce que beaucoup pensent tout bas, samedi soir, à l'issue de vingt-quatre heures de discussions avec les quatre impétrants (Autriche, Finlande, Norvège, Suède). Ce durcissement de ton intervient à un moment critique, les négociations d'élargissement étant censées se clôturer ce soir à minuit. Or les progrès enregistrés tout au long de ce week-end-marathon ont été millimétriques: le ministre français citait ironiquement « le régime de TVA applicable au transport de malades » comme avancée notable avec Vienne... Aucun des grands dossiers encore sur le tapis n'a donc été tranché: institutions de l'Union, aides aux agriculteurs et aux régions défavorisées, pêche, contribution au budget de l'Union, transit routier à travers l'Autriche... La raideur affichée par les Quatre, à des degrés divers, renforce ainsi l'idée que c'est l'Union qui va adhérer à ces pays et non l'inverse, selon l'aphorisme en vogue à Bruxelles. Pourtant, les Douze n'excluaient pas, hier soir, en dépit de la confusion qui régnait dans les couloirs, de pouvoir conclure dans les temps avec la Finlande et la Suède, ces pays ayant fait preuve d'un peu plus de « souplesse », quitte à conclure plus tard avec Oslo et Vienne qui emportent haut la main, selon les négociateurs européens, la palme de la mauvaise volonté.

L'énervement gagne autant les pays favorables à l'élargissement que ceux qui craignent de voir leurs intérêts — et ceux de l'Union — sacrifiés dans l'opération. Il faut dire que ces négociations se déroulent dans une atmosphère étrange: la volonté politique de certains Etats membres d'élargir l'Union le plus vite possible est telle qu'ils semblent prêts à admettre toutes les dérogations et exemptions au droit commun demandées par les candidats, aussi contraires à l'intérêt de la construction communautaire soient-elles. « Je me demande si les Allemands n'ont pas reçu d'instruction de Kohl leur enjoignant de ne rien refuser », s'indigne ainsi un négociateur, la seule limite au militantisme de Bonn étant budgétaire: il n'est pas question que l'élargissement coûte un écu supplémentaire au contribuable. De fait, en cette année électorale chargée, il est impératif pour le chancelier allemand de pouvoir présenter un paquet « adhésion » à son opinion publique soucieuse de voir l'Union s'ouvrir à l'Europe de l'Est.

Côté britannique ou danois, on retrouve la même ardeur proélargissement: mais leur souci est, ici, plutôt de diluer l'Union, de la rendre moins contraignante. L'affaire des institutions est éclairante: Londres refuse que la minorité de blocage au sein du Conseil des ministres soit augmentée malgré l'arrivée de nouveaux pays. Conséquence pratique: il deviendra ainsi plus facile de bloquer les décisions...

Evidemment, dans une telle ambiance, il est difficile de négocier correctement: lorsqu'un pays fait part de ses réticences sur tel ou tel chapitre — essentiellement l'Espagne, le Portugal, mais aussi, désormais ouvertement, la France —, il est immédiatement montré du doigt et soupçonné de vouloir s'opposer à l'élargissement. Et comme personne n'a envie de porter la responsabilité d'un échec, la tentation de céder est forte. Le fait que la Commission européenne ne soit pas le maître d'œuvre de ces discussions n'arrange pas les choses: ce sont les douze ministres qui mènent la danse. Sur chaque point de la négociation, ils se réunissent d'abord afin d'accorder leurs violons. Ensuite, les candidats font part de leurs remarques ou de leurs refus, et les Douze se réunissent à nouveau afin de modifier leurs positions. Une machine d'une telle lourdeur qu'elle est propice à tous les dérapages. « Si on avait négocié le Gatt de cette façon, on ne l'aurait certainement pas conclu à notre avantage », s'indigne un haut fonctionnaire de la Commission.

Les Quatre sont évidemment conscients de ces contraintes, ce qui les pousse à se montrer inflexibles: « Les gestes que nous faisons ne sont pas payés de retour », se désolait ainsi Alain Lamassoure samedi soir... La Norvège a, par exemple, dédaigneusement rejeté les propositions sur l'accès aux zones de pêche nordiques. L'Autriche, de son côté, refuse tout accommodement sur les limitations qu'elle impose au transit des poids lourds. Tout comme elle n'admet pas, en compagnie de la Finlande et de la Norvège, de se plier à terme aux

disciplines de la politique agricole commune...

Néanmoins, il est probable que des compromis, fussent-ils laborieux, seront trouvés. Même s'il était encore trop tôt, dimanche soir, pour prédire avec certitude l'issue de ces négociations au finish. Beaucoup évoquaient, cependant, la possibilité de conclure dans les temps avec la Finlande et la Suède, les discussions étant déjà bien avancées avec ces deux pays. Théodore Pangalos, ministre grec des Affaires européennes et président en exercice de l'Union, estimait que les négociations avec Oslo et Vienne pourraient être conclues en juin prochain, lors du sommet européen de Corfou. Les adhésions à l'Union se feraient alors en deux temps, contrairement à ce que souhaitaient les Douze, qui tablaient sur une adhésion effective des quatre pays candidats au 1^{er} janvier 1995.

Il n'en reste pas moins que ces négociations précipitées risquent de se terminer dans la confusion, personne et certainement pas l'Union, n'y trouvant son compte. La question essentielle, comme l'a rappelé Alain Lamassoure, semblant avoir été emportée par le grand marchandage en cours: ces pays ont-ils la volonté politique de participer au développement de l'Union ? Le week-end n'a pas permis d'y répondre.

Jean QUATREMER